

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 04/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN**

Cléry  
36100 Issoudun

Références : -  
Code AIOT : 0010003988

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN implanté Cléry 36100 Issoudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICA INDRE ET CHER -ISSOUDUN
- Cléry 36100 Issoudun
- Code AIOT : 0010003988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de stockage de céréales autorisées au titre des rubriques 2160.1 (Enregistrement), 2160.2 (Autorisation), 2260.2 (Déclaration) et 2910.A (Déclaration), composées de 4 bâtiments de stockage et une aire de stockage extérieure.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/01/1986, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
5	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Risque accidentel - électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Consignation	2 mois
8	Réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Contrôle de température	Arrêté Préfectoral du 18/07/2002, article 18 et art. 5 Arrêté 18/07/2002	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Emission de poussières	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 20	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Prévention des risques d'explosion et d'incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Nettoyage de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Registre accidents et	Arrêté Préfectoral du 04/01/2007,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	incidents	article 23		
12	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/1986, article 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 06/08/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tableau de classement des activités exercées ; version actée dans la lettre préfectorale du 9 janvier 2018</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constat du 06/08/2024:</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les puissances des équipements actuellement en place sur le site pour le classement au titre des rubriques 2260 et 2910.</p> <p>Le 25/07/2025 l'exploitant a fourni le rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par la société DEKRA daté d'octobre 2024. Celui-ci liste l'ensemble des installations électriques présentes dans les bâtiments et locaux de l'établissement. Par échantillonnage, l'inspection constate que dans le silo 1 les équipements de manutention et traitement du grain (hors aspiration) ont une puissance cumulée de plus de 200 kW, soit au dessus de la puissance totale de 179 kW déclarée par l'exploitant pour la rubrique 2260 (manutention et tri du grain). Concernant la rubrique 2910 (séchoir), la puissance est en fait à incorporer au sein de la rubrique 2160. L'exploitant déclare que la puissance de son séchoir est largement en deçà de la valeur de 5,2 MW déclarée, sans être en mesure de le justifier. L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser sa situation administrative vis-à-vis de la rubrique 2260.2, de préciser la puissance du séchoir et demander son incorporation dans la rubrique 2160</p>

(demande de bénéfice aux droits acquis).

Concernant le stockage de céréales, l'exploitant fournit un état des stocks à date du 06 août 2024. L'inspection constate :

- un volume d'environ 36 000 m<sup>3</sup> et 20 800 m<sup>3</sup> dans, respectivement, les silos plats 1 et 4.
- un volume d'environ 3500 m<sup>3</sup> et 23 700 m<sup>3</sup> dans, respectivement, les silos 2 et 3.
- un volume de 7000 m<sup>3</sup> stocké sur la plateforme extérieure.

soit un total de 63 800 m<sup>3</sup> classable au titre de la rubrique 2160.1.a et un total de 27 200 m<sup>3</sup> classable au titre de la rubrique 2160.2.a

Ce volume de stockage est bien inférieur au maximum autorisé par la lettre préfectorale du 9 janvier 2018 (respectivement 86 600 m<sup>3</sup> et 87 000 m<sup>3</sup>) et est en accord avec les seuils de classement de la rubrique 2160 pour lesquels le site est classé (2160.1.a - enregistrement et 2160.2.a - autorisation).

Le constat du 06/08/2024 n'est pas satisfait.

**Constat: L'installation dispose d'une puissance de fonctionnement largement supérieure à la valeur déclarée pour la rubrique 2260. Une régularisation de la situation administrative est attendue. Par ailleurs le séchoir est à incorporer dans la rubrique 2160.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

**Thème(s) :** Autre, Surveillance des installations et des travaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident

**Constats :**

**Constat du 06/08/2024: l'exploitant ne dispose pas de consignes de sécurité et d'exploitation formalisées, détaillant les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident**

Le 25/07/2025 l'exploitant précise qu'en cas de travaux, des permis de travaux sont systématiquement réalisés. Ceux-ci amènent après intervention à des rondes qui reprennent les points de contrôle des rondes mensuelles réalisées en marche normale.

Par ailleurs il est systématiquement réalisé des tests avant réception des travaux

La procédure de permis de travaux couplés à la rédaction des contrats pour les interventions de prestataires extérieurs servent de consignes de sécurité pour gérer les phases d'arrêts et de travaux des installations.

Le constat du 06/08/2024 est satisfait.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

**Thème(s) :** Autre, Système de dépoussiérage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter

les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 06/08/2024 : le transporteur-peseur situé au silo 4 n'est pas équipé de détecteurs de déport de bande</b></p> <p>L'exploitant précise le 25/07/2025 que le transporteur-peseur n'est plus utilisé et qu'il sera déconnecté électriquement.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant précise que le transporteur est seulement disjoncté mais qu'il aurait dû être déconnecté la semaine précédente.</p> <p>Sur le site l'inspection constate que les travaux de déconnexion électrique sont en cours de finalisation.</p> <p>Le constat du 06/08/2024 est satisfait.</p> <p><b>Constat: Pas d'observation de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/08/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<b>Constats :</b>

**Constat du 06/08/2024 : l'exploitant n'a pas levé l'ensemble des non conformités mises en avant par les rapports de contrôle des installations électriques [du 21/09/2023.**

L'exploitant a fourni le rapport de contrôle électrique du 7/1/2024 réalisé par la société DEKRA. Les levées de non conformités sont annotées par l'entreprise AEB électricité en charge des travaux de mise en conformité. L'entreprise AEB a certifié la réalisation de ces travaux en février 2025. L'ensemble des non conformités présentes sur le rapport ont été levées.

Le constat du 06/08/2024 est satisfait.

**Constat: pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Vieillessement des structures

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vieillessement des structures

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.  
Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.

**Constats :**

**Constat du 06/08/2024: l'exploitant n'assure pas un suivi efficace du vieillissement des structures**

Dans sa réponse du 25/07/2025 au constat, l'exploitant précise que le suivi des vieillissements des structures se fait par le biais du plan d'investissement. Il présente une extraction de ce tableau. Il explique par ailleurs que le classement dans le plan d'investissement est fait indépendamment des moyens financiers disponibles. Les arbitrages sont réalisés sur la base de ce classement mais pas uniquement, ainsi différents budgets peuvent amener à traiter un désordre. Il précise par ailleurs, que généralement si un désordre n'a pas été traité entre deux visites, son niveau de gravité est augmenté lors des visites de niveau 1 (réalisées par le personnel sur site) afin que le service technique le prenne en compte.

L'inspection considère que si le tableau permet de hiérarchiser le besoin d'investissement entre les différentes installations du groupe, le manque d'efficacité du suivi se situe dans la transmission et le tracé de l'information.

L'inspection réitère donc ses constats antérieurs des 06/08/2024 et 18/07/2017:

- "Seul un état des lieux est réalisé, permettant la mise en œuvre d'actions correctives. Cependant aucune exploitation des données en vue d'un suivi de long terme et mise en œuvre d'action préventives ne semble être réalisée."
- "L'inspectrice a observé que le constat relatif au silo 2 est récurrent depuis le début du suivi du vieillissement des structures, soit 2008. Pour suivre l'éventuelle évolution de ces fissures, des photos pourraient utilement être prises et l'exploitant doit mentionner sur le document d'enregistrement s'il a constaté une évolution ou non."

Lors de la visite, l'inspection constate la présence de fers d'armature dans le béton armé apparents sur le silo 2. Ce désordre est susceptible d'être à l'origine de la rupture du contrefort et dès lors de la paroi selon l'inspection. De plus, au regard des constat fait par l'inspection lors de ses précédentes visites, cela fait près de 17 ans que ce constat est fait sans intervention de la part de l'exploitant.

**Constat: l'exploitant n'a pas remédié à des dégradations de structure, susceptibles d'être à l'origine de la rupture du contrefort et dès lors de la paroi, constatés depuis plusieurs années sur le silo 2.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Risque accidentel - électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque d'incendie et d'explosion

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 06/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 11/10/2024

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

**Constats :**

**Constat du 06/08/2024 : l'installation présente un risque d'incendie et d'explosion**

Pour rappel ce constat se fondait sur les éléments issus du rapport Q18 du site daté du 19/09/2023.

- Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques
- Existence de locaux à risques d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes :
  - Présence, bonne adaptation, bon fonctionnement du ou des dispositifs assurant la signalisation ou la coupure au 1er défaut d'isolement,
  - Protection des circuits alimentant ces locaux ou zones par dispositifs à courant différentiel résiduel de seuil égal à 300 mA.
- Par ailleurs seule une vérification partielle des installations électriques a été réalisée. N'ont pas été contrôlés:
  - fonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel (en l'absence d'accompagnateur habilité, les essais des dispositifs avec protection différentiels n'ont pas été vérifiés.)
  - adéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion. (DRPCE incomplet + caractéristiques des équipements non accessibles et/ou non communiqués par document de manière exhaustive.)
- La levée de non conformités électriques réalisée en janvier 2024 ne permet pas de lever l'ensemble des constats tracés dans le document Q18. Par ailleurs il est nécessaire de faire réaliser une contre visite par l'organisme de contrôle.

Ce constat a mené à la signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 25/10/2025 laissant 2 mois à l'exploitant pour lever les écarts. Ce délai à été prolongé à la demande de l'exploitant jusqu'à fin mars 2025 via l'arrêté du 06/01/2025.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente un nouveau rapport Q18 daté du 10/10/2024.

Le constat d'un risque d'incendie ou d'explosion est maintenu. Certains des éléments fondant ce constat sont récurrents depuis 2023 (présence de poussière, vérification partielle...) Par ailleurs un équipement présente des traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique.

L'exploitant précise toutefois que, selon lui, l'ensemble des non conformités présentes dans le rapport Q18 du 10/10/2024 ont depuis été levées et que le prochain contrôle qui sera réalisé en octobre 2025 permettra de le justifier.

Le constat du 06/08/2024 n'est pas satisfait.

L'article 1 de l'APMD du 25/10/2024 modifié n'est pas respecté.

**Constat : l'installation électrique présente un risque d'incendie et d'explosion.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Nettoyage de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poussière
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/08/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat du 06/08/2024: le nettoyage de la poussière réalisé par l'exploitant est incomplet et insuffisant au regard des quantités de poussière observées lors de la visite.</b></p> <p>L'exploitant précise que les silos ont été nettoyés par son personnel et par l'entreprise France Entretien. Il présente des photos justifiant que l'entretien a été réalisé. Par ailleurs suite aux moissons de 2025 un nettoyage est en cours.</p> <p>Lors de la visite l'inspection ne constate pas de dépôts significatifs de poussière sur les parties de l'installation examinées par sondage.</p> <p>Le constat de la visite du 06/08/2024 est satisfait.</p> <p>L'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 25/10/2024 modifié est respecté.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Réseaux d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

La collecte des eaux usées industrielles (y compris eaux de lavage), doit être séparée des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir un plan des réseaux d'eau du site permettant de justifier la séparation des eaux polluées et des eaux non polluées.</p> <p>Sur site l'inspection note toutefois la présence de grilles, la possibilité de rétention dans les fosses (également notée dans le plan d'intervention de l'établissement).</p> <p>L'exploitant précise qu'en aucun point du site il n'a à ce jour constaté la stagnation d'eau, mais est dans l'incapacité de préciser les points de rejets d'eau.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer les modalités de gestion des eaux sur le site.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Contrôle de température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2002, article 18 et art. 5 Arrêté 18/07/2002
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, auto échauffement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>art.5 - APC 18/07/2002 (stockage en vrac à l'air libre)</p> <p>Nonobstant les éventuelles mesures de la température du stockage rendues nécessaires pour son exploitation, l'exploitant réalisera une mesure journalière de cette température en plusieurs points significatifs à l'aide d'une sonde manuelle ou de tout autre moyen approprié. Les résultats de ces mesures seront consignés sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>art.18 - APC 04/01/2007 (silos)</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Les silos sont équipés de système permettant de contrôler la température dans les cellules. Les relevés de température sont réalisés à une fréquence définie par l'exploitant dans les consignes d'exploitation et consignés.</p> <p>[...]</p>

En cas d'élévation anormale de la température, l'exploitant est tenu d'informer les services de secours. Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours.

**Constats :**

Les céréales livrées sur le site font l'objet d'analyse de qualité à leur arrivée définie dans le document "FicheAnalyseReception", notamment leur température et le taux d'humidité. Le stockage sur la plateforme extérieure est par ailleurs réalisé de manière à limiter le risque de fermentation.

Pendant le stockage, la température reste monitorée au moyen de sondes présentes dans les différents silos (entre 3 et 4 sondes sur la hauteur et plusieurs colonnes de mesures définies en fonction de la taille de la cellule).

L'inspection constate que les mesures, si elles sont instantanées, ne sont enregistrées que mensuellement.

Quand bien même l'auto-échauffement est un phénomène lent, l'inspection s'interroge sur la pertinence de la fréquence de l'enregistrement compte tenu de l'organisation sur le site (roulement des équipes, congés, vacances de poste,...) et du besoin d'information dans un contexte de retour d'expérience en cas d'incident ou d'accident.

Le stockage sur la plateforme ne fait l'objet d'aucun contrôle de température.

La fiche CE 105 Auto-échauffement définit les actions à mener en cas d'auto-échauffement.

**Constat : la thermométrie n'est pas suivie sur la plateforme extérieure de stockage de céréales. Par ailleurs il est demandé à l'exploitant de justifier la périodicité d'enregistrement de la thermométrie dans les silos.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Emission de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels, Poussières

**Prescription contrôlée :**

La valeur limite de concentration en poussières des rejets gazeux des systèmes de dépoussiérage présents aux niveaux des aires de chargement et de déchargement, des équipements de maintenance ou des ventilations de cellules est : " inférieure à 100 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire de poussières rejetées à l'atmosphère est inférieur ou égal à 1kg/h; égale à 40 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur

à 1 kg/h.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le compte rendu des contrôles réalisés sur les aspirations du site les 05/06/2025, 06/06/2025 et 10/06/2025.</p> <p>Les aspirations suivantes ont été contrôlées:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• silo 1 : aspirations 1 et 2</li> <li>• silo 2 : aspirations 1 et 2</li> <li>• silo 3: aspirations 1 et 2</li> <li>• silo 4 : aspiration 1</li> </ul> <p>Les rapports de contrôle mentionnent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les travaux réalisés sur l'installation</li> <li>• les mesures de vitesse de circulation de l'air</li> <li>• les constats réalisés lors des contrôles des équipements</li> <li>• une conclusion</li> </ul> <p>Les rapports mettent en avant que des nettoyages et réparations ont été réalisés et que globalement les installations ne présentent pas d'anomalies.</p> <p>L'inspection note qu'aucun élément concernant les concentrations en poussières n'est mentionné dans ces rapports</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect des valeurs de rejets en poussière.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Registre accidents et incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/01/2007, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie ou dysfonctionnement notable des installations doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que le registre est un registre dématérialisé commun à l'ensemble des sites de l'entreprise.</p> <p>Il réalise une extraction pour le site SICA d'ISSOUDUN sur l'année 2025.</p>

Un unique accident en ressort en date du 12/02/2025. Cet accident est dû au dysfonctionnement d'une consignation qui a mené à un presque accident au travers du déversement de grain dans une cellule où du personnel était en train d'intervenir.

A la suite de cet accident, l'exploitant a mené des modifications de ses installations pour limiter le risque de récurrence de cet accident (mise en place d'une double consignation du moyen de maintenance).

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 12 : Gestion des situations d'urgence**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accidents

**Prescription contrôlée :**

Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
  - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
  - les mesures de protection définies à l'article 10 ;
  - les moyens de lutte contre l'incendie ;
  - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant :
  - la procédure d'inertage ;
  - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "

**Constats :**

L'exploitant a fourni le plan d'intervention de l'établissement dans sa version 6 datée de juillet 2024.

Ce document mentionne l'ensemble des éléments attendus.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**